



AUDIENCE SOLENNELLE DE RENTRÉE
LUNDI 13 JANVIER
2025

Les magistrats, fonctionnaires et agents contractuels de la cour d'appel de Rennes vous présentent leurs

MEILLEURS VŒUX POUR L'ANNÉE 2025



RETOUR SUR LES ÉVÉNEMENTS MARQUANTS 2024 DE LA COUR D'APPEL DE RENNES

DÉPLACEMENT DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL

Le Conseil constitutionnel a tenu en grand'chambre, le 13 novembre 2024, une audience publique de questions prioritaires de constitutionnalité qui a permis de mieux faire connaître son rôle et les questions citoyennes que représentent les questions prioritaires de constitutionnalité (QPC).

DÉPLACEMENT DU CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA MAGISTRATURE

Monsieur Christophe Soulard, Premier président de la Cour de cassation, et monsieur Rémy Heitz, Procureur général près cette Cour, avec les membres du Conseil supérieur de la magistrature, ont, les 18, 19 et 20 juin 2024, conduit une mission d'information à la cour d'appel de Rennes et dans les tribunaux judiciaires du ressort de la cour.

ILS SONT VENUS AUSSI À LA COUR D'APPEL DE RENNES

Déplacement d'une délégation de la direction des affaires criminelles et des grâces pour rencontrer les parquets du ressort : échanges techniques, stocks criminels, réforme de la police nationale.

Déplacement de représentants de la sous-direction des ressources humaines de la magistrature : échanges statutaires et rencontre avec les juristes assistants et les magistrats à titre temporaire.

Déplacement de la directrice de l'École nationale de la magistrature : présentation de la réforme de l'accès aux concours de la magistrature et de la formation continue.

Campagne de sensibilisation à la lutte contre l'ingérence étrangère initiée par la direction des services judiciaires et animée par deux agents de la direction générale de la sécurité intérieure : présentation des moyens d'action des services de renseignement étrangers, les bonnes pratiques à adopter ainsi que les moyens de communication sécurisés.

Journée nationale de la relation avocats-magistrats, organisée par la cour d'appel à Lorient, initiée par le Conseil consultatif conjoint de déontologie de la relation magistrats-avocats, visant à fédérer, échanger, harmoniser les relations dans l'intérêt d'une justice de qualité.

Réunion de l'instance de coordination de l'arc Atlantique (ICAT), qui permet de renforcer l'action des parquets du littoral atlantique, sous l'égide des juridictions interrégionales spécialisées (JIRS) de Rennes et de Bordeaux, dans la lutte contre les trafics et les arrivées de stupéfiants par voie maritime.

HARMONISATION ET COORDINATION DES ACTIONS DE LA COUR ET DE SON RESSORT



Rassemblement des pôles violences intrafamiliales du ressort ayant pour objectif d'améliorer la circulation de l'information entre services civils et pénaux pour mieux identifier et suivre les situations à risques.

Réunion des parquets civils du ressort avec des thématiques d'actualité : état civil et changement de sexe, reconnaissance transfrontalière des filiations par gestation pour autrui (GPA).

Conférence annuelle des mineurs en collaboration avec le directeur interrégional de la protection judiciaire de la jeunesse, à laquelle ont été conviés les élus et services représentant les présidents des conseils départementaux, les magistrats des juridictions du ressort chargés des mineurs ainsi que les directeurs territoriaux de la protection judiciaire de la jeunesse.

Conférence régionale de l'application des peines, avec le directeur interrégional de l'administration pénitentiaire et ses services ainsi que les magistrats du siège et du parquet concernés, sur les questions de suroccupation des établissements pénitentiaires et les alternatives à l'emprisonnement.

Animation transversale et poursuite des réunions de coordination et de gestion des pratiques : des juges consulaires et des conseillers prud'hommes, des magistrats des services correctionnels des tribunaux judiciaires et des affaires civiles (hors juges aux affaires familiales et juges des contentieux de la protection).

RESSOURCES HUMAINES : INSTALLATION, CRÉATION ET INTÉGRATION

Installation du nouveau procureur général, Thierry Pocquet du Haut-Jussé, précédemment procureur général près la cour d'appel de Dijon.

Création de deux postes de premier président de chambre chargés du pôle civil et du pôle pénal.

Intégration des juristes assistants dans le cadre d'emploi des attachés de justice depuis le 1^{er} novembre en application des dispositions de la loi du 20 novembre 2023. Élargissement des missions au-delà de l'aide à la décision, soutien à l'activité administrative et à la mise en œuvre des politiques publiques. 79 attachés de justice ont prêté serment devant la cour le 12 décembre 2024.

EXPÉRIMENTATION : LE TRIBUNAL DES ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES (TAE)

Le tribunal de commerce de Saint-Brieuc a été choisi pour expérimenter le tribunal des affaires économiques (TAE) à compter du 1^{er} janvier 2025. Ce TAE expérimental - il y en a 12 au niveau national - est composé de juges du tribunal de commerce et d'assesseurs venant de la profession agricole. Sa compétence en matière de règlement des difficultés des entreprises est étendue aux entreprises agricoles.

Grâce à la mobilisation de la présidente du tribunal judiciaire, du président du tribunal de commerce et de la chambre d'agriculture départementale des Côtes-d'Armor, cinq assesseurs exploitants agricoles ont été nommés et ont prêté serment. Ils seront installés lors d'une audience solennelle le 30 janvier 2025.

FOCUS IMMOBILIER

Prise à Bail du site Hemingway à Brest dont la phase de préparation de travaux a débuté en fin d'année.

Première phase de remplacement du réseau de chaleur de la cour d'appel.

Remplacement des faux-plafonds et de l'éclairage des circulations du palais de justice de Nantes.

Mise en sécurité du box d'une salle d'audience du tribunal judiciaire de Saint-Nazaire.

Étude, travaux, mise aux normes d'un site existant aux fins de retransmission d'un procès hors norme de la compétence géographique de la juridiction vannetaise.

Mises aux normes de la sécurité et sûreté informatique (SSI) du tribunal judiciaire de Saint-Brieuc et du tribunal de proximité de Dinan.

LES RESSOURCES HUMAINES

DU RESSORT DE LA COUR AU 31 DÉCEMBRE 2024

430 MAGISTRATS (effectifs réels)

1160 FONCTIONNAIRES (effectifs réels)

3 ASSISTANTS SPÉCIALISÉS

83 ATTACHÉS DE JUSTICE CONTRACTUELS

60 ASSISTANTS DE JUSTICE CONTRACTUELS

77 AUTRES CONTRACTUELS

28 MAGISTRATS À TITRE TEMPORAIRE

22 MAGISTRATS HONORAIRES EXERÇANT DES FONCTIONS JURIDICTIONNELLES

8 MAGISTRATS HONORAIRES EXERÇANT DES FONCTIONS NON-JURIDICTIONNELLES

9 GREFFIERS RÉSERVISTES

2 DIRECTEURS DES SERVICES DE GREFFE JUDICIAIRE RÉSERVISTES

611 CONSEILLERS PRUD'HOMMAUX

185 JUGES CONSULAIRES

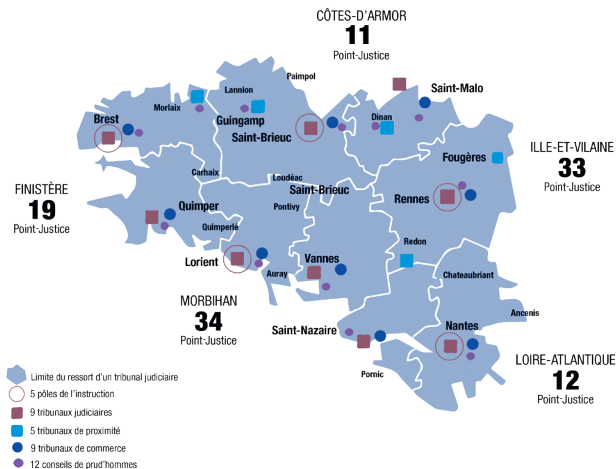
40 DÉLÉGUÉS DU PROCUREUR

170 MÉDIATEURS

225 CONCILIEURS

46 RÉSERVISTES DE LA POLICE NATIONALE

CARTE JUDICIAIRE AU 31 DÉCEMBRE 2024



PRÉSENTATION DU RESSORT DE LA COUR D'APPEL DE RENNES

- 34 000 km²
- Plus de 300 km d'Est en Ouest
- Près de 3 000 km de côtes
- 4.845 millions d'habitants au 31.12.2020 (INSEE), soit la 2^e cour d'appel de France la plus peuplée
- 5 départements de la Bretagne historique : l'Ille-et-Vilaine, les Côtes-d'Armor, le Finistère, le Morbihan et la Loire-Atlantique

ACTIVITÉ

DE LA COUR D'APPEL

CONTENTIEUX CIVIL

CONTENTIEUX CIVIL

DE LA COUR D'APPEL

	2021	2022	2023	2024*
AFFAIRES CIVILES NOUVELLES	9 651	9 112	8 925	8 444
AFFAIRES EN COURS AU 31/12	12 263	11 688	11 394	10 901
AFFAIRES CIVILES TERMINÉES	10 727	9 698	9 236	8 995
DURÉE MOYENNE	14.5	14	14.2	15

APPELS EN MATIÈRE

DE SOINS SOUS CONTRAINTES

	2021	2022	2023	2024*
DÉCISIONS AU FOND	241	292	331	327
RÉFÉRÉS	4	3	1	5



APPELS EN MATIÈRE DE RÉTENTIONS ÉTRANGERS

	2021	2022	2023	2024*
DÉCISIONS AU FOND	482	456	432	343
RÉFÉRÉS	0	0	2	10

APPELS EN MATIÈRE D'ASSISTANCE ÉDUCATIVE

	2021	2022	2023	2024*
AFFAIRES NOUVELLES	836	774	792	749
AFFAIRES TERMINÉES	1 005	762	764	801
DÉLAI MOYEN	5.0	5.3	6.3	6.1

* ESTIMATIONS

ACTIVITÉ

DE LA COUR D'APPEL

CONTENTIEUX PÉNAL

CHAMBRE

DES APPELS CORRECTIONNELS

	2021	2022	2023	2024*
AFFAIRES NOUVELLES	1 828	1 761	1 869	1 568
ARRÊTS RENDUS	1 892	1 722	1 609	1 615
ORDONNANCES RENDUES	281	279	275	291

CHAMBRE

DE L'APPLICATION DES PEINES

	2021	2022	2023	2024*
AFFAIRES NOUVELLES	1 181	1 150	1 100	1 156
ARRÊTS RENDUS	394	389	323	340
ORDONNANCES RENDUES	829	784	768	836

CHAMBRE

DE L'INSTRUCTION

	2021	2022	2023	2024*
AFFAIRES NOUVELLES	1 661	1 655	1 710	1 750
ARRÊTS RENDUS	1 330	1 203	1 392	1 556
ORDONNANCES RENDUES	282	277	292	301

* ESTIMATIONS

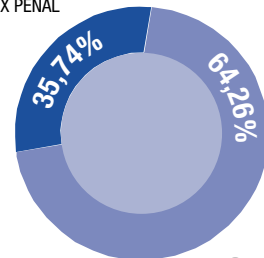
RÉPARTITION DES CONTENTIEUX PÉNAL ET CIVIL

DE LA COUR D'APPEL

affaires rendues : 13 997*

5 002

CONTENTIEUX PÉNAL

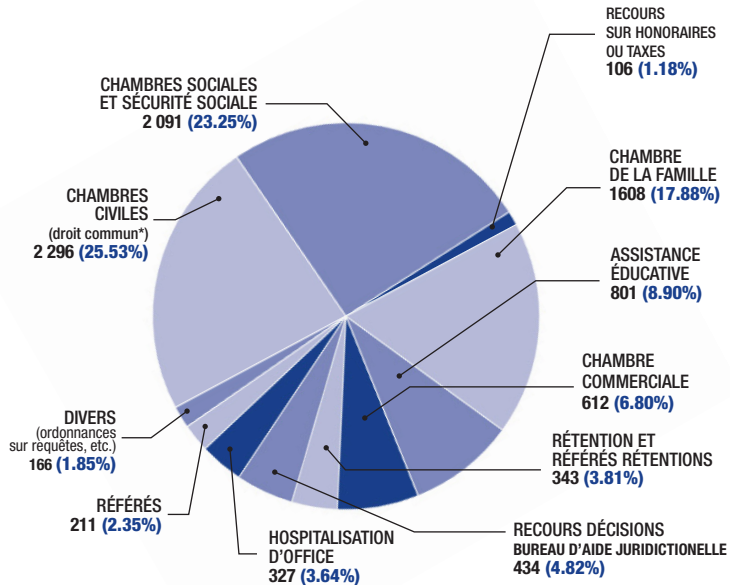


8 995

CONTENTIEUX CIVIL

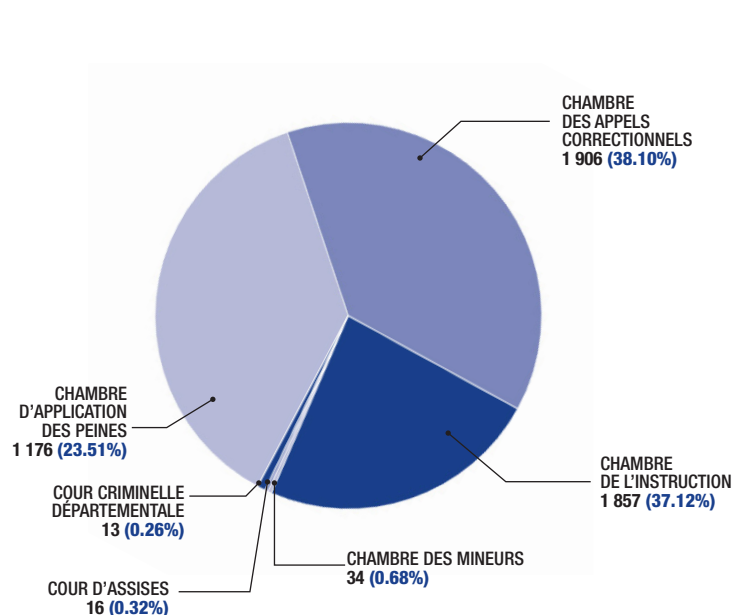
ACTIVITÉ DE LA COUR D'APPEL

RÉPARTITION DU CONTENTIEUX CIVIL affaires terminées (estimations)



*successions, ventes, propriétés, construction, responsabilités, expropriations, pensions, baux ruraux, etc.)

RÉPARTITION DU CONTENTIEUX PÉNAL affaires terminées (estimations)



ACTIVITÉS CIVILE ET PÉNALE

DES JURIDICTIONS DU RESSORT DE LA COUR

NOMBRE DE JUGEMENTS

EN MATIÈRE CIVILE

Devant les tribunaux judiciaires et de proximité, hors tutelles majeurs et mineurs, injonction de payer.



DURÉE DE TRAITEMENT

DES PROCÉDURES CIVILES



NOMBRE DE JUGEMENTS

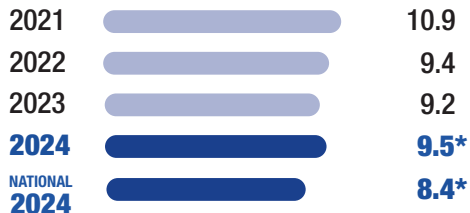
EN MATIÈRE PÉNALE

Devant le tribunal correctionnel, hors intérêts civils et ordonnances.



DURÉE MOYENNE DE TRAITEMENT

Devant le tribunal correctionnel, entre la date de saisine et la date de décision.



NOMBRE DE PLAINTES

ET PROCÈS-VERBAUX REÇUS



TAUX DE RÉPONSE PÉNALE



* ESTIMATIONS

ACTIVITÉ DES CINQ COURS D'ASSISES DU RESSORT

NOMBRE DE SESSIONS



NOMBRE DE JOURS D'AUDIENCE



NOMBRE D'ARRÊTS RENDUS AU 1^{ER} DEGRÉ



NOMBRE D'ARRÊTS RENDUS SUR APPEL



* ESTIMATIONS

ACTIVITÉ DES COURS CRIMINELLES DÉPARTEMENTALES

NOMBRE DE SESSIONS



NOMBRE DE JOURS D'AUDIENCE



NOMBRE D'ARRÊTS RENDUS



* ESTIMATIONS



FORMATION

LA FORMATION DES MAGISTRATS

En 2024

En 2024, les actions de formation organisées ou coorganisées par le coordonnateur régional de formation (CRF) de l'École nationale de la magistrature ont abordé des domaines variés dont le contrôle coercitif, l'expertise psychiatrique pénale, la justice restaurative, l'actualité de la procédure civile, la réparation du préjudice corporel. Le groupe d'échanges sur les pratiques professionnelles a été renouvelé. Plusieurs magistrats de l'ordre judiciaire ont réalisé un stage dans une juridiction administrative et des juges administratifs ont découvert le fonctionnement judiciaire. Des actions de formation commune aux magistrats, greffiers et juristes assistants ont été mises en place.

Pour 2025

Des thématiques d'actualisation tant en droit civil (droit international de la famille notamment) que pénal, l'amiable, la médiation et le préjudice écologique seront au programme en partenariat avec les établissements universitaires et laboratoires de recherche entre autres. Un nouveau colloque sur les violences intra-familiales sera organisé en fin d'année.

LA FORMATION DES FONCTIONNAIRES ET CONTRACTUELS

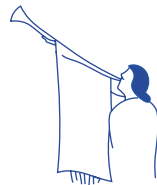
La diversité des intervenants et des modalités des pratiques des formations ouvre un éventail toujours plus complet de formations.

Au niveau du ressort de Rennes, 1157 agents ont suivi au moins une formation proposée par la cour d'appel en 2024 et 228 ont suivi des formations proposées par des organismes extérieurs. Cette année, les thématiques fortes ont porté sur la formation aux gestes de premiers secours. À ce titre, 19 sessions de premier niveau ont été proposées dans les tribunaux judiciaires et à la cour d'appel. Des formations de guides et serre-files ont également été dispensées ainsi que des formations aux premiers secours en santé mentale qui sont appelées à se développer.

En parallèle, les formations de préparation aux examens et concours professionnels ont toujours autant de succès et de réussite au regard du nombre d'admission de 18 greffiers du ressort au grade de principal. Elles seront bien entendu renouvelées en 2025.

Des formations sur les techniques juridiques et notamment sur les permanences de fin de semaine ont pu être dispensées grâce à l'investissement et à la compétence de formateurs internes occasionnels. Ces formations, alliant régulièrement procédures et utilisation des applicatifs métier, sont particulièrement appréciées et efficaces. Elles méritent d'être reconduites et amplifiées.

Enfin, en matière informatique, l'équipe du service informatique du SAR propose des formations au plus près des attentes de chacun veillant à assurer des formations opérationnelles et pratiques. Souvent individuelles et personnalisées, elles peuvent être complétées par des formations de groupe sur des logiciels spécifiques ou de bureautique.



ÇA S'EST PASSÉ EN 2024 À LA COUR D'APPEL DE RENNES

JANVIER

- Audiance solennelle de rentrée

FÉVRIER

À l'occasion des 30 ans de l'incendie du parlement de Bretagne :

- *Soirée Explore* organisée par Ouest France et TVR
- Tournage en direct des journaux télévisés 12h et 19/20 de France 3 Bretagne

MARS

- Quatre concerts organisés par l'association *Les concerts de midi*
- Concours de plaidoiries organisé par l'association étudiante *Lysias*
- Colloque *L'enfance et la parentalité dans les mouvements sectaires* organisé par l'union nationale des associations de défense des familles et de l'individu victimes de sectes (UNADFI)

AVRIL

- Soirée de levée de fonds organisée par la Fondation du patrimoine en lien avec la cour d'appel de Rennes et le musée des beaux-arts de Rennes, pour la restauration de peintures de la grand chambre du parlement de Bretagne
- Captation de répétitions de l'ensemble baroque *Banquet céleste*

MAI

- Conférence *Artisans du territoire* organisée par la chambre de métiers et de l'artisanat de la région Bretagne
- Festival *Images de justice*, projection d'un film documentaire et plaidoiries
- Tournage d'un extrait du documentaire d'Olivier Chasle *Pour que justice soit faite*
- Tournage d'un extrait du long métrage *37 secondes* produit par Arte

JUILLET

- Exposition *Ar Seiz Avel*, Hôtel des ventes de Rennes
- Prestation de serment de 83 élèves avocats en présence de la marraine de promotion, docteur Irène Frachon
- Projection monumentale sur la façade du parlement, Ville de Rennes

AÔUT

- Tournage d'un clip vidéo du collectif rennais *Shindi*
- Tournage d'un extrait du documentaire *Au bout de l'enquête* de France 2

SEPTEMBRE

- Journées européennes du patrimoine
- Audiance d'installation de Thierry Pocquet du Haut-Jussé, procureur général
- Tournage documentaire pour la chaîne télévisée Arte ayant pour invité l'auteur compositeur interprète et musicien, Alan Stivell

OCTOBRE

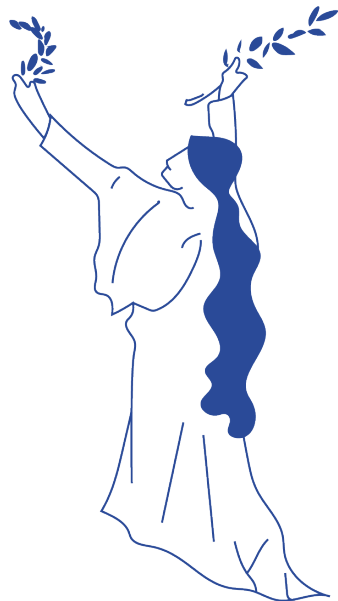
- *La Nuit du droit*
- Exposition JuriExpo organisée par le barreau de Rennes
- Partenariat avec la Ville de Rennes pour la *Marche Colombia* à l'occasion de la campagne *Octobre Rose*

NOVEMBRE

- Colloque relatif à l'apprentissage et l'enseignement professionnel organisé par la *Société des membres de la légion d'honneur d'Ille-et-Vilaine*
- Audiance publique du Conseil constitutionnel en grand chambre

DÉCEMBRE

- Exposition *Kinstugi, Âmes d'enfants* de Laëtitia Lesaffre organisée par la direction interrégionale du secrétariat général Grand Ouest
- Exposition *La laïcité sur les murs de France*, organisée par la cour d'appel en lien avec la Ligue de l'enseignement d'Ille-et-Vilaine
- Trois concerts de musique classique organisés par l'association *Les concerts de midi*



**MARIAGE
D'ANNE
DE
BRETAGNE
ET
DE
CHARLES
VIII**

2017

Le carton monumental représentant cette scène est inauguré le 13 novembre 2017 par les chefs de cour d'appel de Rennes.

Il a été réalisé par le peintre décorateur, Edouard Toudouze, entre 1901 et 1907, et a pris place dans la grand'chambre du parlement de Bretagne, grâce au financement de sa restauration par le musée des beaux-arts de Rennes, le Mobilier national et la direction régionale des affaires culturelles de Bretagne.

2025

La volonté de l'enrichissement patrimonial de la grand'chambre se poursuit pour une réappropriation définitive, au cours de cette année, des couleurs des tapisseries dont elle était ornée avant l'incendie du bâtiment (nuit du 4 au 5 février 1994).